



Conseil de sécurité

CS/9219

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Aperçu des travaux du Conseil de sécurité en 2007

L'AFRIQUE, LE MOYEN-ORIENT, LE TERRORISME ET LA NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE, PRINCIPAUX DÉFIS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN 2007

/...

MOYEN-ORIENT

Israël/Palestine

- 12 séances publiques: 25 janvier, 13 février, 14 mars, 25 avril, 24 mai, 20 juin, 25 juillet, 29 août, 20 septembre, 24 octobre, 30 novembre, 21 décembre
- 1 déclaration à la presse du Président: 21 décembre

Une conjoncture sur le terrain jugée tour à tour tendue ou volatile, un processus de paix décrit d'abord comme chaotique, puis encourageant, les exposés mensuels sur « la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne » ont souvent offert l'image d'un tableau contrasté entre les lueurs d'espairs suscitées par des initiatives politiques et diplomatiques et les craintes nées des violences en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

L'optimisme a semblé néanmoins avoir pris le dessus lorsque sont apparues des perspectives sérieuses de règlement, au mois de novembre, à l'occasion de la Conférence d'Annapolis. Le processus de paix au Moyen-Orient a connu « la percée la plus importante jamais observée depuis des années », déclare, le 30 novembre, devant le Conseil de sécurité, B. Lynn Pascoe. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques faisait référence à l'entente commune à laquelle étaient parvenus, trois jours plus tôt, le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. « Nous avons quitté Annapolis avec une idée claire de la marche à suivre », assure-t-il. Après 60 ans, « il est temps pour les Palestiniens d'avoir un foyer qui leur soit propre » et « il est temps pour les Israéliens de se sentir en paix chez eux ».

À la veille de la Conférence d'Annapolis, les deux dirigeants s'étaient en effet mis d'accord pour lancer immédiatement des négociations bilatérales en toute bonne foi en vue de conclure un traité de paix, avant la fin de 2008, permettant de régler toutes les questions en souffrance. Ils s'étaient en outre engagés à mettre en œuvre sans délai leurs obligations respectives en vertu de la Feuille de route.

Le mois suivant, le 21 décembre, M. Pascoe informait le Conseil que les deux parties avaient commencé à négocier dès le 12 décembre. Le 17, à Paris, quelque 68 États et institutions internationales avaient annoncé une contribution de 7,4 milliards de dollars au financement du Plan palestinien de développement et de réforme, « un signal fort du soutien international au peuple palestinien et à l'Autorité

palestinienne » et « une étape importante dans le processus plus large visant à la réalisation de la vision de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité », selon les termes de la [déclaration faite à la presse](#), le jour-même, par le Président du Conseil de sécurité.

L'année avait commencé sous des auspices sombres. Le [25 janvier](#), le Conseil de sécurité tenait sa réunion d'information mensuelle sur le Moyen-Orient dans un contexte de troubles interpalestiniens et d'obstacles au processus de paix israélo-palestinien. Le prédécesseur de M. Pascoe, Ibrahim Gambari, avait alors conseillé à la communauté internationale d'envisager avec la prudence requise les perspectives d'un dialogue régional. « La communauté internationale doit laisser la porte ouverte à des discussions qui pourraient conduire à une paix régionale et globale », avait-il suggéré.

Le constat de M. Pascoe se fait plus prometteur le [14 mars](#), lorsque celui-ci énonce un certain nombre d'évolutions positives comme l'accord obtenu à La Mecque sur un gouvernement d'unité nationale palestinienne, la reprise du dialogue israélo-palestinien et un engagement accru de la part des pays arabes en vue de redonner un nouveau souffle à leur initiative de paix. « L'engagement de la communauté internationale peut contribuer à transformer en avancées vers la paix les évolutions positives d'aujourd'hui », estime-t-il.

Le [20 juin](#), le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Michael C. Williams, sur la situation dans la région, y compris la question palestinienne. M. Williams insiste pourtant sur un contexte de crise dans la région, marqué notamment par l'effondrement du Gouvernement d'unité nationale de l'Autorité palestinienne et la déclaration, par le Président Abbas, de l'état d'urgence. Il est essentiel, dit-il, que « les Nations Unies jouent pleinement leur rôle dans la recherche d'une solution concrète pour sortir le peuple palestinien de l'isolement et d'une crise humanitaire dont la gravité ne doit pas être éclipsée par des considérations politiques ».

Un mois plus tard, le [25 juillet](#), la tonalité est à nouveau optimiste, M. Williams évoquant même « un élan diplomatique dynamique impressionnant », créé par le réengagement de la communauté internationale et d'Israël en faveur du Gouvernement du Premier Ministre palestinien Salam Fayyad, le sommet organisé le 25 juin à Charm el-Cheikh par le Président égyptien Hosni Moubarak entre Ehud Olmert, Mahmoud Abbas et le Roi Abdullah II de Jordanie, et l'annonce faite le 16 juillet par le Président américain George Bush d'une réunion internationale à l'automne. Dans les territoires palestiniens, la situation sécuritaire, humanitaire et politique n'en reste pas moins précaire, nuance-t-il.

/...

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel